

# POLITIQUE

## Immigration

**« Nous risquons de dépasser le seuil de tolérance »**

déclare M. Chirac

**PUISIEUX (Pas-de-Calais)**

de notre envoyé spécial

En visite dans le Pas-de-Calais, mercredi 20 février, M. Jacques Chirac a participé à un dîner-débat à Puisieux, en présence de quinze cents convives, dont les deux seuls députés d'opposition de ce département dominé par les socialistes : MM. Philippe Vasseur et Léonce Deprez, représentants de l'UDF. Après que M. Maurice Schumann, sénateur RPR du Nord, eut affirmé son espoir de voir « arracher au pouvoir socialiste un des deux conseils régionaux qu'il détient encore », le maire de Paris a fait un exposé sur la « crise de l'Etat socialiste » qui, selon lui, défend une « philosophie dépassée, à bout de souffle, à court d'idées ».

Parmi les « vrais problèmes », non traités et occultés par la guerre du Golfe, le président du RPR a plus particulièrement insisté sur la question du chômage et sur celle de l'immigration. Devant un public acquis à ses arguments, M. Chirac a notamment répété : « Nous risquons de dépasser le seuil de tolérance dont le président de la République a reconnu l'existence. Il n'est pas raisonnable de le nier au nom de je ne sais quelle idéologie anti-raciste. Il faut procéder au rétablissement de la loi Pasqua-Pandraud. Il faut un moratoire immédiat sur les regroupements familiaux. »

L'ancien premier ministre s'est prononcé contre un impôt nouveau pour financer la guerre, appelant l'Etat à être « plus sérieuse » et à

## Chargé de préparer le nouveau « projet » de son parti

**M. Charzat expose les « trois défis » qui attendent le PS**

Est-il raisonnable de prétendre élaborer un projet politique à long terme quand le pays est engagé dans une guerre aux conséquences imprévisibles ?

M. Michel Charzat, qui est chargé de préparer le « Projet pour l'an 2000 » du Parti socialiste, ne se pose la question que pour affirmer sa conviction : « Au lendemain d'une crise internationale majeure, ce projet sera encore plus attendu, plus nécessaire, plus vital. » Le député de Paris se proposait de le démontrer, jeudi soir 21 février, à l'occasion d'une réunion publique prévue à Mulhouse, en dressant un premier état des réflexions du groupe de travail qu'il anime et dont les conclusions doivent être soumises en mai au comité directeur du PS (le Monde des 26 septembre et 1<sup>er</sup> décembre 1990).

M. Charzat estime notamment que les mutations de la société contemporaine imposeront au PS de relever trois défis : « Le défi d'un monde complexe ; le défi d'une société dépolitisée ; le défi d'une société à la recherche d'un nouvel humanisme. »

« Le premier défi que doit relever la pensée progressiste, souligne-t-il notamment, consiste à concilier l'in-

telligibilité du monde avec le respect de sa complexité. La pensée politique de gauche, habituée à raisonner en termes exclusifs, binaire, doit apprendre à concilier plusieurs idées différentes, par exemple : égalité, justice, efficacité économique. Elle doit admettre que certaines questions n'ont pas de réponse évidente ou définitive, que la démocratie se définit précisément par son indétermination créatrice. Dix ans après notre accession au pouvoir, nous devons comprendre que certaines réformes ont eu des effets pervers, non voulus, pas seulement parce que nous sommes « contrés » par des forces hostiles mais aussi parce que dans une société comme la nôtre il ne peut être suffisant de décréter le changement d'en haut, qu'il s'agisse de l'entreprise, de l'école ou de la ville. »

« Nous devons être les artisans de la repolitisation de la société, ajoute M. Charzat. En haut, c'est en incarnant des propositions pour l'avenir, en suscitant la conscience que seule l'action collective peut construire l'avenir. que les dirigeants politiques retrouveront leur légitimité. Egalement en réfléchissant à l'exercice du pouvoir politique ; un débat sur les institutions ne suffirait pas, car le pouvoir est vécu trop souvent comme

un privilège. La gauche doit traquer toutes les hiérarchies inutiles, toutes les faveurs qui ridiculisent notre société. En bas, il s'agit de replacer la politique concrète dans le cadre global de la lutte contre les inégalités. Nous devons incarner une ambition de promotion individuelle et collective, permettant à chacun d'aller jusqu'au bout de ses capacités. A cet égard, si l'on ratait l'école et la télévision dans les dix ans qui viennent, je me demande si nous n'aurions pas perdu les deux combats essentiels des vingt dernières années. »

Enfin, selon M. Charzat, « la société française a besoin d'un humanisme civique faisant prévaloir ce qui ressemble et rassemble sur ce qui oppose et exclut. Nous devons proposer la morale et la méthode d'une gauche audacieuse et réaliste », ce qui implique, selon le député de Paris, d'« abandonner la langue de bois mais aussi la langue de caoutchouc. »

Personnellement, M. Charzat fait le pari que le nouveau projet socialiste « ne sera pas le énième affrontement entre les deux cultures de gauche », car « l'une voit ses bases ébranlées » et « l'autre son action s'enliser dans le quotidien. »

## Répondre

**M. Marchai de « l'écoute »**

M. Georges Marc dans l'entretien qu'il a eu le jeudi 21 février, a fait l'objet de critiques érudites de la part de la direction de son parti au cours de la réunion central du PCF, par le biais du courant « refondateur ».

Il conteste, notamment, le fait que le PCF fasse du « sur-planning » pour le vingt-septième congrès. « Sa volonté d'ouverture nous a permis de changer en ce qui nous concerne, à ce congrès. Mais tout autre, rejeté ce qui nous concerne, n'était pas révolutionnaire ; que nous poussé plus loin que nous ne l'avons fait auparavant notre qui, chez nous, dans les politiques et dans nos relations avec les gens et avec les autres, était en fait la société de domination que nous combattons peut se dire : « Bah ! ça va de tribune... » Et il est évident que je lis certains courants parfois l'impression d'années 50. »

Faisant ainsi allusion à M. Marchai, peut ne pas croire au fait que nous avons opéré nos faits et gestes selon

## Le renouvellement des conseils régionaux

**La droite et les communistes contestent la proposition socialiste sur la réforme du scrutin régional**

Le renouvellement des conseils régionaux doit avoir lieu en mars 1992. Le bureau exécutif

de droite, a accusé le PS, mercredi 20 février, de « magouiller pour éviter la sanction de la démocra-

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 20 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, un communiqué a été diffusé. En voici les principaux extraits.

du droit du travail en métropole.

Seront désormais Mayotte le code de quelques adaptat un code du travail quelques différences vail métropolit et ces différences tenir compte d